

Climat et démographie: comment apaiser un débat orageux

Diarmid Campbell-Lendrum^a & Manjula Lusti-Narasimhan^b

a. Département Santé publique et environnement, Organisation mondiale de la Santé, 20 avenue Appia, 1211 Genève 27, Suisse.

b. Département Santé et recherche génésiques, Organisation mondiale de la Santé, Genève, Suisse.

Correspondance avec Diarmid Campbell-Lendrum (courriel: campbellendrumd@who.int).

Bulletin de l'Organisation mondiale de la Santé 2009;87:807-807. doi: 10.2471/BLT.09.072652

Pris séparément, le changement climatique et la démographie font partie des questions les plus controversées en matière de politique publique. Le fait de les associer ne peut manquer d'alimenter un débat houleux. L'article de Bryant et al. (852–857) dans ce numéro [1] suggère une approche plus constructive pour aborder simultanément ces deux préoccupations.

Au-delà de toutes ses complexités, la difficulté fondamentale de la politique sur le changement climatique réside dans la contradiction apparente entre, d'une part, la volonté d'optimiser les progrès à court terme au niveau individuel ou national (augmentation du PIB par habitant par l'utilisation des énergies fossiles bon marché) et, d'autre part, la nécessité de préserver à long terme les retombées bénéfiques communes (atténuer le changement climatique et réduire au maximum son impact sur les systèmes naturels et humains dans le monde entier).

La question de l'équité est intrinsèquement liée à ce débat. Les populations qui, dans le passé, ont le moins contribué aux émissions des gaz à effet de serre sont aussi celles qui sont les plus vulnérables aux conséquences du changement climatique, y compris pour leur santé [2,3]. Les gouvernements des pays en développement sont donc peu enclins à vouloir limiter les émissions de gaz à effet de serre et contribuer ainsi à résoudre un problème qui, jusqu'à présent, est venu d'ailleurs. De leur côté, les gouvernements des pays riches reconnaissent en général leur devoir de prendre l'initiative pour combattre le changement climatique, mais ils hésitent à instaurer des politiques, dont ils pensent qu'elles auront des effets nocifs sur la croissance économique à court terme et sur leur compétitivité face aux économies émergentes.

À certains égards, ce débat n'est pas sans analogie avec celui concernant la politique démographique. Là encore, on observe des tensions potentielles entre les droits immédiats de l'individu (dont celui de maîtriser sa fécondité) et les préoccupations à plus long terme, valant pour l'ensemble de la population (les ressources naturelles et socio-économiques n'arrivent pas à suivre la croissance démographique, ce qui freine le développement et réunit les conditions pour la survenue de conflits).

Même si ces deux questions sont étroitement liées, les tentatives pour en débattre simultanément ont été souvent orageuses et n'ont pas beaucoup éclairé la situation. Bien que les émissions de gaz à effet de serre soient principalement imputables aux modes de consommation dans les pays riches, la

population humaine dans son ensemble est aussi un déterminant fondamental.

Pourtant, certains milieux ont été outrés à la simple évocation du fait, plutôt évident, que le nombre d'enfants d'une personne constitue en soi une contribution majeure à «l'héritage» que cette personne laissera en termes d'émissions de gaz à effet de serre [4].

Comme la croissance démographique est la plus rapide dans les pays en développement, certains ont suggéré qu'il fallait partir de là pour agir sur le changement climatique. Les pays en développement ont alors répondu qu'en moyenne, les émissions pour un enfant naissant dans les pays pauvres étaient, et selon toute vraisemblance continueront d'être, bien plus faibles que pour un enfant naissant dans les pays riches. Ils ont argué qu'on stigmatisait «un comportement prolifique» de leur population comme base de négociation pour les engagements sur les gaz à effet de serre [5].

Peut-on avoir un débat constructif sur ces questions? La meilleure approche consiste probablement à partir du point le moins controversé, en déterminant les convergences, plutôt que les divergences, des objectifs dans les domaines des droits de l'homme, de la santé, de l'environnement et de l'équité.

On peut structurer le débat à partir du fait que, dans les pays en développement, quelque 200 millions de femmes expriment des besoins non satisfaits en matière de planification familiale [6]. Les arguments qui suivent plaident en faveur de la satisfaction de ces besoins.

Premièrement, la maîtrise de la procréation est un droit de la personne, qui s'appuie sur le tournant qu'a marqué en 1994 le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement.

L'amélioration de l'accès aux services de santé génésique fait également partie des objectifs du Millénaire pour le développement. Deuxièmement, elle s'accompagne de progrès majeurs pour la santé publique: des études systématiques dans de nombreux pays montrent que l'espacement des naissances, de moins de 18 mois à plus de 36 mois, s'associe à une baisse de deux tiers des taux de mortalité de l'enfant [7]. Troisièmement, la diminution de la surpopulation locale réduit la vulnérabilité aux perturbations environnementales et autres sur le court terme. Quatrièmement, sur le long terme, elle atténue les changements climatiques et d'autres pressions sur l'environnement mondial [8].

D'autres études ont déjà déterminé que l'amélioration de l'accès aux services de santé génésique était l'une des interventions profitables pour tous, en ce sens que, simultanément, elle améliore le bien-être individuel et réduit les changements climatiques [9-11].

L'article de Bryant et al est cependant le premier à fournir une argumentation solide pour le troisième point, en montrant que la majorité des pays les moins avancés mentionnent la pression démographique comme l'un des grands déterminants de leur vulnérabilité au changement climatique.

Le fait que ce soient les pays affectés eux-mêmes qui en parlent comme d'une priorité locale permet d'éviter le conflit qui surgit dès qu'on évoque le contrôle de la démographie comme moyen de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre.

L'ordre des arguments joue un rôle crucial pour développer ce raisonnement. Les droits de la personne passent en priorité, la santé de la population et les avantages pour l'environnement local et mondial étant des retombées indirectes positives et importantes. En revanche, si l'on veut justifier la limitation de la fécondité des femmes au niveau individuel en invoquant la nécessité de lutter contre le

changement climatique, on provoquera au mieux la controverse et, au pire, on cautionnera la suppression des libertés individuelles.

Ce nouvel article apporte une contribution importante. Il nous rappelle aussi que, bien que l'argumentaire pour les services de planification familiale aille de soi, il faut néanmoins le construire soigneusement et traiter ces questions avec beaucoup de doigté. ■

Références

- Bryant L, Carver L, Butler CD, Anage A. Climate change and family planning: least-developed countries define the agenda. *Bull World Health Organ* 2009; 87: 852-7.
- McMichael A, Campbell-Lendrum D, Kovats RS, Edwards S, Wilkinson P, Wilson T, et al. Climate change. In: Ezzati M, Lopez A, Rodgers A & Murray C, eds. *Comparative quantification of health risks: global and regional burden of disease due to selected major risk factors*. Geneva: World Health Organization; 2004.
- Patz JA, Gibbs HK, Foley JA, Rogers JV, Smith KR. Climate change and global health: quantifying a growing ethical crisis. *EcoHealth* 2007; 4: 397-405 doi: [10.1007/s10393-007-0141-1](https://doi.org/10.1007/s10393-007-0141-1).
- Murtaugh P, Schlax M. Reproduction and the carbon legacies of individuals. *Glob Environ Change* 2009; 19: 14-20 doi: [10.1016/j.gloenvcha.2008.10.007](https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2008.10.007).
- Ramesh R. Leave population out of climate talks, Indian minister says. *Guardian* (London), 28 August 2009. Available from: <http://www.guardian.co.uk/environment/2009/aug/28/india-population-climate-change> [accessed on 1 October 2009].
- *Linking population, poverty and development: population growth and climate change*. New York, NY: United Nations Population Fund; 2009. Available from: <http://www.unfpa.org/pds/climate/size.html> [accessed on 1 October 2009].
- Rutstein SO. Effects of preceding birth intervals on neonatal, infant and under-five years mortality and nutritional status in developing countries: evidence from the demographic and health surveys. *Int J Gynaecol Obstet* 2005; 89: S7-24 doi: [10.1016/j.ijgo.2004.11.012](https://doi.org/10.1016/j.ijgo.2004.11.012) pmid: [15820369](https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/15820369/).
- Millennium Ecosystem Assessment. *Ecosystems and human well-being: health synthesis*. Geneva: World Health Organization; 2005.
- O'Neill BC. Cairo and climate change: a win-win opportunity. *Glob Environ Change* 2000; 10: 93-6 doi: [10.1016/S0959-3780\(00\)00013-3](https://doi.org/10.1016/S0959-3780(00)00013-3).
- Guzman JM. Climate change and population growth. *Lancet* 2009; 374: 450- doi: [10.1016/S0140-6736\(09\)61449-5](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(09)61449-5) pmid: [19665643](https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/19665643/).
- Smith KR, Balakrishnan K. Mitigating climate, meeting MDGs, and moderating chronic disease: the health co-benefits landscape. *Commonwealth Health Ministers' Update*. London: Commonwealth Secretariat; 2009.